

Recherches sociographiques



L'art du mécompte rendu

Réplique à la note critique de Damien-Claude Bélanger

Gérard Bouchard

Volume 48, numéro 1, janvier-avril 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016212ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016212ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bouchard, G. (2007). L'art du mécompte rendu : réplique à la note critique de Damien-Claude Bélanger. *Recherches sociographiques*, 48(1), 113–119.
<https://doi.org/10.7202/016212ar>



DÉBATS

L'ART DU MÉCOMPTE RENDU RÉPLIQUE À LA NOTE CRITIQUE DE DAMIEN-CLAUDE BÉLANGER

Gérard BOUCHARD

Dans un récent numéro de *Recherches sociographiques* (XLVII, 2, 2006), D.-C. Bélanger consacre une note critique à mon ouvrage, *La Pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*. Je me crois obligé d'y répliquer pour deux raisons. D'abord, ce texte abuse singulièrement de la fonction ou de la position du critique. Il est en effet impossible d'amorcer à partir de ce genre de réflexion caricaturale une véritable réflexion sur mes travaux. Deuxièmement, j'ai tenu à rédiger cette réponse parce que l'exercice auquel s'est livré Bélanger me paraît caractéristique d'un procédé trop fréquent : construire une contrefaçon de l'ouvrage pris en cible et la mettre en pièces avec beaucoup d'autorité (et bien peu de mérite). Je veux dénoncer ces entreprises de détournement qui, en instituant de faux procès, discréditent une démarche scientifique sans même l'aborder de front. Or, en l'espèce, le texte de Bélanger s'érige en une sorte de modèle. Ma réplique s'emploiera donc uniquement à montrer les procès d'intention, les distorsions et les inexactitudes qui composent l'essentiel de ce long compte rendu. On verra du même coup que son auteur, historien des idées, traite les textes – et les idées – avec une inquiétante désinvolture.

Bélanger dit réagir au nom de la *nouvelle sensibilité historique* qui se dessine présentement au Québec et qui est, pour l'essentiel, associée à la jeune génération d'historiens à laquelle il s'identifie. Il a vu en effet dans mon livre une attaque contre ce courant intellectuel (« une riposte aux postulats de la nouvelle sensibilité »). Je ferais partie des « révisionnistes » qui s'inquiètent de l'orientation jugée « profondément conservatrice, voire réactionnaire » de ce mouvement. Or, mon livre ne contient aucune remarque sur cette sensibilité, aucune critique de son orientation, ni aucune allusion directe ou non à ses représentants. Ce n'était tout

simplement pas mon sujet. D'une façon plus générale, je signale par ailleurs que je n'ai jamais attaqué ce courant scientifique, dont cependant j'ai déjà commenté avec intérêt l'émergence à l'occasion d'une revue historiographique¹. J'y esquissais une description très factuelle qui insistait sur le caractère diversifié de ce courant intellectuel et concluait que, à cause de son caractère émergent, « il est un peu tôt pour formuler une critique en profondeur de ce discours ». Je ne suis jamais revenu sur le sujet, tout en continuant à suivre de près les travaux de ces jeunes historiens (et sociologues) dont certains (Jean-Philippe Warren et E.-Martin Meunier, par exemple) se sont déjà signalés par d'importantes contributions.

Pour ce qui est du révisionnisme, Bélanger ignore visiblement que, depuis plusieurs années, mes travaux ont été associés tantôt à ce courant et tantôt à son contraire, ce qui m'a valu des éloges et des critiques des deux côtés. À propos, l'un des procès qu'on a faits à *La Pensée impuissante*, c'est précisément d'avoir rejeté carrément les propositions principales de l'histoire révisionniste pour revenir à des orientations plus traditionnelles (ce qui me rangerait donc, en quelque sorte, avec les représentants de la *nouvelle sensibilité historique* dont l'un des traits distinctifs, soutient Bélanger, consiste justement à démontrer de la sympathie pour « la pensée traditionaliste » canadienne-française). Cela dit, d'autres critiques ont jugé sévèrement mes analyses dans lesquelles ils ont vu l'empreinte de l'historiographie révisionniste (ou moderniste). L'explication de cette confusion est simple : je me suis toujours efforcé de placer mes travaux en marge de ces écoles et de leurs bannières, à distance de leurs postulats et des orthodoxies qu'ils instaurent. C'est là une position beaucoup plus inconfortable qu'il n'y paraît, notamment parce qu'elle offre une cible facile au lecteur pressé ou prévenu. Mais c'est la seule qui me semble compatible avec la liberté scientifique et intellectuelle.

Selon Bélanger, mon livre serait également « la condamnation d'une partie de l'héritage intellectuel québécois ». Sur ce point, notre désaccord est profond. Il ne m'est jamais venu à l'esprit ni de condamner ni de promouvoir le patrimoine intellectuel québécois. Mes analyses – et j'ai pris soin de l'indiquer à plus d'une reprise – ne se situent pas sur ce registre du blâme ou de l'éloge. J'ai plutôt abordé la pensée d'un certain nombre de penseurs suivant une démarche scientifique, comme doit le faire l'historien des idées. Démarche scientifique, c'est-à-dire : une analyse qui instaure une distance par rapport à son objet et qui le décompose froidement à l'aide d'une méthode. C'est bien ce que j'ai fait en identifiant des structures de pensée puis en m'interrogeant sur leur capacité à concevoir et promouvoir des mythes efficaces qui articulent le contradictoire en y instaurant des tensions créatrices et rallient la population à un programme de changement (je

1. BOUCHARD, Gérard, « Une crise de la conscience historique. Anciens et nouveaux mythes fondateurs dans l'imaginaire québécois », dans : Stéphane KELLY (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essai sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 29-51. Voir en particulier les pages 38 à 41.

rappelle l'objectif du livre : comment expliquer l'échec des cinq ou six tentatives effectuées entre les années 1880 et 1950 pour opérer le fameux redressement national des Canadiens français?). Bélanger, comme quelques autres critiques avant lui, s'indigne de ce genre d'entreprise qui, je le rappelle, a fait scandale dans certain milieu où ma démarche a été qualifiée d'« entreprise iconoclaste » et de « trahison »². À mes yeux, ce genre de réaction ne fait que confirmer la justesse et la pertinence de mes analyses, et peut-être leur urgence.

Je serais coupable aussi de nourrir « une conception trop peu nuancée du ruralisme canadien-français ». Or, je soutiens justement, au chapitre I, que ce thème a été fort mal étudié au Québec, qu'il a fait l'objet d'interprétations très réductrices et qu'il presse d'y remédier pour le restaurer dans sa complexité et sa polysémie. À l'aide d'exemples, j'en signale quelques types en indiquant les significations diverses – et parfois contradictoires – dont ils sont porteurs (voir le chapitre I, notamment p. 32-33, 54). Ma thèse : ce thème est à reprendre en entier, dans une perspective comparée qui aurait le triple avantage de a) vider le sujet de son surinvestissement idéologique, notamment le dédain qu'on lui porte, b) montrer que le ruralisme, sous des formes diversifiées et selon des motifs spécifiques qu'il faudrait s'appliquer à démêler, a fortement séduit de nombreuses sociétés occidentales (en particulier les États-Unis) au cours des XIX^e et XX^e siècles, c) faire voir la véritable place que les diverses figures de ce mythe ont occupée dans l'imaginaire canadien-français. Bélanger, quant à lui, semble vouloir perpétuer la tradition simplificatrice en décrétant tout de go la cohérence générale de la pensée ruraliste canadienne-française (dont l'une des propositions, on me permettra de le rappeler, était tout de même d'installer les industries à la campagne...).

Nulle part dans mes analyses, je n'ai soutenu ou suggéré que l'émancipation coloniale de la société canadienne-française « devait nécessairement passer par l'indépendance nationale ». Sur ce point comme sur tous les autres, je m'en suis remis aux penseurs que j'ai étudiés, lesquels ont tous pris comme point de départ la conviction que leur société ou leur nation était fort mal en point et nécessitait un immense effort d'émancipation et de développement. Dans cette direction, j'ai été amené à souligner le caractère très singulier, paradoxal même, de ces mouvements qui voulaient opérer un redressement général de la nation sans se servir de l'État comme levier de mobilisation et de changement (alors même que pratiquement tous les exemples d'émancipation nationale en Occident depuis le XIX^e siècle enseignaient une leçon contraire). J'y ai vu une des causes de leur *échec*. Je précise au passage que ce mot, contrairement à ce que certains critiques ont affirmé, ne contient aucun jugement de valeur de ma part. Lorsque je l'utilise, je me réfère aux penseurs eux-mêmes, dans des textes où ils dressent le bilan de leur action, ou bien

2. Un historien nationaliste, participant à une table ronde sur mon ouvrage, a même décrété solennellement : « C'est pire que du Trudeau ».

je m'appuie sur des données empiriques, événementielles et autres (parfois des statistiques comparées) établissant hors de tout doute que leurs objectifs ont été ratés, que leurs espérances ont été déçues (par exemple : la prise de contrôle, par les Canadiens français, de leur économie ; le relèvement social du « prolétariat » canadien-français ; l'union des Canadiens français des États-Unis et du Canada ; le rattrapage en matière d'éducation et de développement scientifique ; le rayonnement international dans le domaine de la littérature et des arts ; etc.). De même, je n'ai jamais soutenu, dans mes analyses, que le Canada et le Québec « sont des entités intrinsèquement antinomiques ». Mais j'ai montré que les penseurs étudiés, sauf exception, se sont avérés incapables de les penser d'une manière cohérente. Soit dit en passant, j'apprécierais qu'on me cite les passages où je « cherche systématiquement à nier » ce que Bélanger appelle « la canadianité du Québec ».

Où donc, dans mon livre, aurais-je affirmé que « la quasi-totalité des intellectuels canadiens-français – libéraux et conservateurs, nationalistes et antinationalistes – souffraient d'une pensée fragmentaire » ? J'ai certes défendu l'idée que ce type de pensée avait été dominant entre 1840 et 1960 et c'est l'hypothèse qui oriente toujours mes travaux. Mais j'ai aussi signalé l'existence, en parallèle, d'autres types influents de pensée (radicale, organique) dont je donne plusieurs exemples (p. 247-248, chapitre I, *et passim*), des types de pensée bien représentés, bien ancrés dans le paysage intellectuel de l'époque et qui ont évidemment agi sur notre société (je parle à ce propos d'une « pensée efficace »). Mon analyse serait « trop souvent partisane » ? Si l'on entend par là que ma démarche (à l'échelle des postulats ou du paradigme, si l'on veut) exprime une « sensibilité » aux valeurs de liberté et d'égalitarisme, en faveur des dominés et des dépossédés, alors soit. Je n'y vois rien d'illégitime. Ce sont les valeurs qui fondent la tradition humaniste de l'historiographie occidentale et qui donne toute sa noblesse à notre discipline. S'il s'agit d'autre chose, l'auteur aura-t-il la décence de produire les extraits incriminants qui fondent cette grave accusation (la partisanerie, en matière scientifique, consistant à infléchir sciemment les données pour les asservir à une idéologie) ?

Bélanger me fait aussi un procès, non fondé encore une fois, à propos de la Révolution tranquille. En fait, je n'en ai dit que ce que mes auteurs eux-mêmes en ont dit : j'ai montré l'attitude contradictoire de Groulx, la mise à l'écart de J.-C. Harvey par les libéraux (ou progressistes) eux-mêmes (notamment les dirigeants de *Cité libre*), la pensée hésitante et confuse de Montpetit (durement dénoncée par Groulx lui-même). Je n'ai pas parlé du personnalisme ni de Trudeau ni de Lévesque : je m'en suis tenu à la pensée des intellectuels que j'ai choisi d'étudier et aux thèmes qu'ils ont eux-mêmes abordés. Mon livre n'est pas une analyse de la Révolution tranquille ou des courants de pensée qui l'ont préparée. Il étudie la

façon dont des intellectuels de la période 1850-1960 ont pensé leur société, pour laquelle ils avaient conçu d'ambitieux projets de changement.

Parlant de la démarche d'analyse que j'ai mise au point, Bélanger écrit que « tout doit être noir ou blanc, sinon c'est de l'incohérence ». Voilà un autre énoncé caricatural. Ce que j'appelle la pensée organique est justement une pensée de l'entre-deux, du compromis, de la médiation (je n'emploie pas le mot *dialectique*, qui désigne un phénomène un peu différent), médiation qui ne supprime pas le contradictoire mais le harnache, si on peut dire. En regard, la pensée fragmentaire est un échec de médiation. Bélanger croit aussi prendre ma démarche en défaut en insinuant qu'elle conduirait probablement à montrer que même la pensée de L.-J. Papineau était contradictoire. Je réponds sans hésiter : bien sûr qu'elle l'était, tout comme celle de Jefferson, de Franklin, de Tocqueville, de Marx, de Nietzsche et de bien d'autres. La question n'est pas là. Chez les grands penseurs, le contradictoire crée une tension créatrice qui relance sans cesse la réflexion ; chez d'autres, elle l'appauvrit et la freine. De même, à l'échelle des sociétés et des cultures, ce qui importe, c'est de voir dans quelle mesure et de quelle façon les contradictions sont articulées ou non, comment elles peuvent être transcendées par le recours à des mythes plus ou moins efficaces et dans quelle mesure elles sont productrices d'énergie, de vitalité – en d'autres mots : quel est l'impact des stratégies discursives sur l'imaginaire collectif, sur les institutions, sur la population, sur le devenir de la société ?

Je *fustigerais* les historiens comme Jocelyn Létourneau qui ont vu dans l'ambiguïté canadienne-française « un réalisme intelligent ». Tout ce que je peux trouver à ce sujet dans mon livre, c'est un extrait de sept ou huit lignes (p. 253) dans lequel, de la façon la plus neutre et la plus retenue qui soit, j'indique au passage mon désaccord avec cette thèse, en en résumant les principaux éléments. Je rappelle le problème principal que j'y vois : si l'ambiguïté comme philosophie politique et sociale fut si profitable au Québec francophone, si propice à son épanouissement, comment expliquer les graves indices de sous-développement (économique, social, culturel, politique) que cette société a manifestés jusqu'à la Révolution tranquille ? Ou, si l'on veut : comment expliquer qu'elle se soit enfoncée dans tant de dépendances ? comment rendre compte de l'héritage colonial ? et comment ne pas voir qu'elle n'est parvenue à s'émanciper qu'en sortant justement de l'ambiguïté ?

Selon l'auteur, j'entretiendrais « une étrange bienveillance à l'égard de l'extrémisme, allant même jusqu'à saluer les projets d'affranchissement portés par le mouvement felquist » (p. 50). Ainsi, je n'aurais « pas compris la grande leçon du vingtième siècle : *le radicalisme tue* ». Le premier énoncé est soit un pur phantasme, soit une déformation particulièrement malicieuse. Dans cette partie de mon livre, j'ai cherché à démontrer que la pensée conservatrice qui s'est progressivement mise en place à partir de 1840 n'était pas le seul scénario possible pour le Québec francophone, que cette issue n'était pas une fatalité, contrairement à ce que

soutiennent plusieurs auteurs (à la suite de François-Xavier Garneau et de quelques-uns de ses contemporains). Pour appuyer ma démonstration, j'ai évoqué diverses autres options, divers autres parcours que cette société aurait pu emprunter, en m'appuyant sur des données comparatives tirées de l'histoire des collectivités neuves. Cela, encore une fois, pour critiquer la représentation courante selon laquelle le destin du Québec francophone était déterminé et pour ainsi dire scellé après 1840. Or, parmi tous ces scénarios objectivement possibles dont je faisais le rappel, j'ai inclus la voie radicale assortie d'un recours à la violence, cette voie qui a été souvent suivie ailleurs (avec des résultats parfois heureux, parfois néfastes) et qu'allait emprunter chez nous (mais beaucoup plus tard) le mouvement felquist (p. 50). Je n'en ai dit strictement rien de plus (j'ai par ailleurs mon idée, comme tout un chacun, sur le mouvement felquiste, mais ce n'était pas le lieu d'en débattre).

Cette critique de ne pas avoir compris la grande leçon du vingtième siècle nous éloigne des analyses de mon livre mais il vaut la peine de s'y arrêter brièvement, encore une fois pour illustrer le procédé réducteur et déformant de Bélanger. Ce dernier n'aura évidemment pas de mal à me convaincre des méfaits du radicalisme s'il pense aux horreurs des guerres, aux génocides, aux ethnicismes, aux totalitarismes. Mais que dirons-nous des mouvements d'émancipation collective qui, au XIX^e siècle, ont mis fin aux vieilles monarchies corrompues et oppressives de l'Europe ? Ou, plus récemment, de tous ces mouvements radicaux d'Afrique, d'Asie et d'ailleurs grâce auxquels ont finalement été éradiqués l'impérialisme occidental et les formes les plus odieuses de colonialisme qui lui ont été associées, incluant les diverses politiques d'apartheid, les tortures, les famines plus ou moins programmées, etc. ? Pour s'en tenir à l'impérialisme français, pensons à la terrible guerre d'Indochine ou à la guerre d'Algérie (un million de morts, dans ce seul cas). En d'autres mots, pour vaincre « le radicalisme qui tue », n'en faut-il pas un autre parfois qui libère ? La « leçon du vingtième siècle » ne devient-elle pas ici un peu plus compliquée – pour ne pas dire un peu plus « ambiguë » ?

Bélanger termine en me faisant un autre procès, cette fois à propos des *baby-boomers*, qu'il accuse de pensée impuissante et de bien d'autres mots. De nouveau, ce n'est pas le sujet de mon livre, il en faudrait un autre pour en débattre. Je me permettrai néanmoins un commentaire. Il est de mise, depuis quelques années, de vilipender les *baby-boomers* à propos de tout ce qui va mal, et j'admets sans difficulté qu'on ne se trompe pas toujours. Mais en faisant appel à la sociologie la plus élémentaire, pourrait-on toutefois reconnaître qu'il y a une diversité sociologique (et idéologique) parmi cette entité très large dans laquelle on inclut sans nuance tous les Québécois nés entre 1945 et 1965 ? À diverses reprises (dans des textes, des conférences, des entrevues), j'ai moi-même critiqué assez durement ces *baby-boomers* qui se sont laissé porter par la Révolution tranquille, se préoccupant surtout d'en tirer profit. Mon jugement n'a pas changé sur ce sujet. Mais tout de même, il y a aussi ces autres *baby-boomers* dont on parle moins, ceux qui en deux ou trois

décennies ont contribué au développement du Québec pour l'amener dans le peloton des sociétés occidentales les plus développées et ce, dans toutes les sphères de la vie collective (cet énoncé ne relève pas de l'idéologie, il suffit de se reporter aux divers dossiers statistiques disponibles pour le vérifier). Évitions tout malentendu : je ne propose pas qu'on élève des monuments à ces « autres » *baby-boomers*, je ne demande même pas qu'on en parle. Il me semble seulement qu'on pourrait cesser de les avilir. La nuance, ici comme ailleurs, serait bienvenue.

Pour conclure, il est tout de même étrange que cette longue note critique en dise aussi peu sur la démarche d'analyse que j'ai élaborée, l'utilisation que j'en ai faite, les questions que je me suis posées, les résultats auxquels je suis arrivé et les nouvelles questions qu'à leur tour ils soulèvent. Par exemple, il y a dans le commentaire de Bélanger une absence assez extraordinaire : l'analyse des mythes. J'en fais pourtant l'élément principal des structures de pensée et elle est au cœur de toute ma démarche et de mes conclusions. Il faudra donc attendre une autre occasion pour discuter du contenu proprement scientifique de mes analyses et de ce qu'elles proposent en termes de remises en question et de réinterprétations. Pour l'instant, tout cela n'empêche pas l'auteur de décréter avec une grande assurance que ma démarche « est essentiellement stérile ».

Il y a des mots sans doute pour qualifier ce genre de compte rendu qui s'emploie à dénaturer cavalièrement un livre plutôt qu'à en faire une présentation critique. Je m'abstiendrai de les prononcer. Pour éviter tout malentendu, je préciserai seulement que, dans mon esprit, l'exercice auquel s'est livré Bélanger ne me paraît nullement représentatif (ni à la hauteur) de la *nouvelle sensibilité historique* dont il se réclame et à laquelle, j'ai le regret de le dire, il fait ici peu honneur. Ce compte rendu, enfin, me déçoit pour une autre raison. J'aurais eu grand plaisir à échanger avec un historien de cette nouvelle génération, précisément à cause du nouveau regard qu'elle porte sur notre passé et notre présent. Mais il y aurait fallu, chez mon interlocuteur, un minimum d'intégrité et de respect des idées, deux conditions qui ne sont pas au rendez-vous.

Gérard BOUCHARD

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi.
